Les « contrats en origine » dans la production intensive des fraises à Huelva

"Contracts in origin" in Intensive Strawberry Framing in Huelva

Dolores Redondo Toronjo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8852>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8852

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 169-184

Référence électronique

Dolores Redondo Toronjo, « Les « contrats en origine » dans la production intensive des fraises à Huelva », *Études rurales* [En ligne], 182 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8852> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8852

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_182&ID_ARTICLE=ETRU_182_0169

Les « contrats en origine » dans la production intensive des fraises à Huelva

par Dolores Redondo TORONJO

| Editions de l'EHESS | *Études rurales*

2008/2 - 182

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713222054 | pages 169 à 184

Pour citer cet article :

— Toronjo D., Les « contrats en origine » dans la production intensive des fraises à Huelva, *Études rurales* 2008/2, 182, p. 169-184.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES « CONTRATS EN ORIGINE » DANS LA PRODUCTION INTENSIVE DES FRAISES À HUELVA

Dolores Redondo Toronjo

On ne peut écrire innocemment sur l'immigration
et sur les immigrés.
Abdelmalek Sayad, *La double absence*, 1999.

B IEN QUE LES FLUX MIGRATOIRES soient considérés comme un phénomène d'ordre majoritairement économique, la dynamique et la complexité des mouvements humains à la fin du XX^e siècle nous obligent à penser de nouveaux cadres théoriques. Ce qui ne veut néanmoins pas dire que les migrations d'aujourd'hui sont radicalement différentes de celles d'hier. Mais le fait que celles-ci se produisent dans le contexte de la globalisation génère de nouvelles formes de mobilité et de nouvelles tendances dans la répartition des nationalités et la diversification des types de migration.

C'est dans cette nouvelle perspective que nous nous proposons d'appréhender les dynamiques migratoires en Espagne. Si la trajectoire de ce pays (d'émigration, de transit et d'accueil) a été similaire à celle des autres pays capitalistes avancés, la différence est à chercher dans le caractère intensif et imprévu du phénomène. Les transformations socio-économiques et politiques survenues en Espagne depuis les années 1980 ont permis l'incorporation de ce pays aux réseaux globaux, encourageant l'arrivée des flux migratoires, qui sont

devenus, à leur tour, le moteur de ces transformations. L'Espagne fait désormais office d'agent actif des nouvelles dynamiques migratoires.

Les changements socioéconomiques que l'Espagne a connus sont également le résultat de la transformation de l'agriculture traditionnelle dans certaines régions comme l'Andalousie. C'est le cas de la province de Huelva (Sud-Ouest), où l'agriculture intensive a bouleversé la physionomie du paysage. Cette province s'est fait rapidement connaître dans le monde comme la plus grande productrice de fraises d'Europe. Son modèle de gestion de la main-d'œuvre étrangère saisonnière (*los contratos en origen*¹) a récemment suscité un vif intérêt. Cette pratique a été présentée non seulement comme le meilleur levier pour la survie de l'agriculture intensive, mais aussi comme le meilleur mécanisme de lutte contre l'immigration irrégulière. Toutefois, elle ne peut se comprendre qu'en référence à un contexte plus global : celui de la mondialisation des relations économiques au sein du capitalisme actuel et de la montée des idées utilitaristes ou du « renouveau de l'utilitarisme migratoire » [Morice 2004a], qui ont toujours été, en Europe comme ailleurs, le fondement des politiques d'immigration issues de la nécessité de faire face à la pénurie de main-d'œuvre durant les périodes de croissance.

1. Il s'agit de contrats que les candidats à la migration temporaire signent dans leur pays avant de migrer, d'où l'appellation « *en origen* », imparfaitement rendue en français par « en origine ». Les travailleurs s'engagent à ne pas demeurer en Espagne au terme de leur contrat.

Ce nouveau mode de gestion de la main-d'œuvre étrangère, appelé « contrats en origine », est l'objet de notre réflexion. L'étude du cas particulier de Huelva ne peut toutefois servir d'exemple que si les conclusions de ce travail peuvent être rapportées à d'autres territoires. Il s'agit donc de différencier les processus structurels, associés à la phase actuelle du capitalisme global, des réponses spécifiques qui proviennent des héritages économiques, sociaux et institutionnels propres à chaque territoire. La production intensive des fraises à Huelva est un modèle qui correspond parfaitement à la ligne actuelle des directives de l'Union européenne, où l'immigration économique et sélective devient un des objectifs de la politique migratoire commune.

L'immigration : moteur de la croissance économique en Espagne

Pour comprendre l'évolution et l'importance politique de la gestion de la main-d'œuvre étrangère dans la province de Huelva, il est essentiel de revenir sur les politiques migratoires qui se sont développées récemment en Espagne. La croissance économique des dernières années (avec des taux annuels moyens de 3,5 % du PIB contre des taux européens moyens de 2,3 %) explique la forte augmentation de l'immigration et le rôle qu'elle a joué dans la dynamisation de l'économie espagnole. L'arrivée des travailleurs étrangers a considérablement stimulé le marché du travail de ce pays, consolidant les principales bases du modèle de croissance économique observé au cours de la dernière décennie : un modèle de travail très intensif. L'importante création d'emplois en Espagne dans les années 2000

aurait été impossible sans la présence des travailleurs étrangers et de la main-d'œuvre féminine.

La précarisation, la multiplication et la fragmentation des marchés du travail ainsi que la dualisation des statuts ont dégradé les relations sociales dans les pays capitalistes avancés et, en Espagne, le marché du travail a connu une même tendance à la flexibilisation. Ce processus économique, amorcé dans les années 1980, a bouleversé les proportions entre « travailleurs stables » et « travailleurs temporaires ». Le volume des travailleurs soumis à des formes de recrutement temporaire a augmenté de manière spectaculaire, suivant un phénomène observé dans tous les pays de l'OCDE, où la segmentation classique entre « actifs » et « chômeurs » a été remplacée par la segmentation entre « travailleurs stables » et « travailleurs temporaires ».

C'est dans ce contexte de transformation du marché du travail espagnol que prend place l'analyse du phénomène migratoire. Durant les années 2001-2005, 52,7 % des nouveaux emplois créés sont occupés par des travailleurs étrangers, les 47,3 % restants étant occupés par des Espagnols. Des 767 000 nouveaux emplois créés en 2006, 450 000 sont occupés par des étrangers. Malgré les différences territoriales (on parle de « trois Espagnes d'immigration »), on peut dire que sur 10 nouveaux emplois dans les communautés autonomes, 7 sont occupés par des travailleurs étrangers. Dans les 34 branches professionnelles qui comptent 100 000 actifs ou plus en 2006, quatre secteurs d'activité présentent un pourcentage d'immigrés significativement élevé : le travail domestique (51,8 %), l'hôtellerie (27 %), la construction (21,7 %) et

l'agriculture (16,1 %). Ces quatre secteurs concentrent 59,3 % de l'emploi des immigrés contre 23,7 % de l'emploi des nationaux.

Trois facteurs principaux expliquent l'accroissement de l'immigration en Espagne : l'augmentation des emplois créés par l'économie espagnole ; le vieillissement de la population ; les difficultés à recruter de la main-d'œuvre nationale. L'explosion des besoins en population active constitue donc le point de départ de ce mouvement, l'immigration devenant une composante structurelle du monde du travail et faisant du travailleur étranger une pièce maîtresse de la machine productive dans le cadre d'une économie compétitive.

Plusieurs auteurs qualifient le marché du travail espagnol de hautement précaire et fortement segmenté [Recio *et al.* 2006]. L'insertion des travailleurs immigrés rouvre le vieux débat entre complémentarité ou remplacement de la main-d'œuvre nationale par la main-d'œuvre immigrée, débat amplifié par la crise économique qui, en 2008, a touché, de manière drastique, l'économie espagnole. Cependant, pour l'Espagne, les apports des travailleurs étrangers sont évidents. Dans la plupart des cas, les immigrés occupent des emplois différents de ceux qu'occupent les autochtones, et la concurrence n'apparaît que dans certains secteurs d'activité [*ibid.*]. Les travailleurs étrangers se retrouvent essentiellement dans les secteurs qui ont connu des processus de restructuration productive dans les années 1980 et 1990, et dont les particularités sont bien connues : intensification des rythmes, flexibilité des salaires, précarité de l'emploi. Les travailleurs étrangers possèdent une série de qualités (flexibilité, mobilité, polyvalence, disponibilité) qui les rendent très attractifs pour les entreprises.

Le sociologue Abdelmalek Sayad [1999] analyse avec pertinence cette dynamique : là où il y a des tâches dévalorisées, comme dans le travail agricole, il y a de la main-d'œuvre étrangère. C'est un cercle vicieux : à un travail pour immigré correspond une main-d'œuvre immigrée, et à une main-d'œuvre immigrée un travail pour immigré. Le travail qualifie (socialement) ceux qui le réalisent, et ceux qui le réalisent marquent en même temps, par leur statut, le travail qui leur est assigné [cité par Pedreño 2005 : 179].

Mais comment a réagi l'État face à cette situation ? Certains auteurs relèvent des objectifs de *stop and go* dans les politiques d'immigration espagnoles, objectifs assortis tantôt de quotas restrictifs (jusqu'au vote de la *ley de extranjería*² en 2000), tantôt de régularisations (entre 1985 et 2005). Ces régularisations sont totalement liées aux conditions du marché du travail, les récentes déclarations puis la volte-face du nouveau ministre de l'Emploi et de l'Immigration étant très claires à ce sujet³.

2. Loi sur le statut des étrangers.

3. « Nous devons contrôler l'immigration en renforçant ses liens avec les besoins du marché du travail tout en garantissant la qualité du service public. Tous les immigrés qui entrent en Espagne doivent le faire avec un contrat de travail. Nous devons favoriser le recrutement en origine afin de combler les postes vacants de notre économie, mais seulement s'il n'existe pas de travailleurs nationaux ou étrangers régularisés pour les occuper », a commencé par dire le ministre (*El País*, 27 mai 2008), avant de déclarer plus tard que, devant la crise de l'emploi national, « les “contrats en origine” seront proches de 0 en 2009 » (*La Vanguardia*, 14 septembre 2008). À l'heure où ces lignes sont écrites, il est difficile de savoir si cette option « zéro » sera tenable en 2009.

Le modèle migratoire en Espagne : un modèle d'immigration « choisie » ?

Sans entrer dans les détails de la législation espagnole sur les étrangers, arrêtons-nous un instant sur l'esprit des différentes lois et de leurs amendements, lois centrées essentiellement sur la régularisation et le contrôle des flux migratoires de travail. Dans ce cadre, les « contrats en origine » apparaissent d'abord comme une expérience pilote, puis comme une politique consolidée et un modèle à transférer.

La première loi sur le statut des étrangers (loi 7/1985) coïncide avec l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne. Datant d'une époque où la présence des immigrés est limitée, cette loi connaît différentes refontes. Le texte met en place les règles d'octroi des permis de séjour et des titres de travail, mais, considérant l'immigrant comme quelqu'un qui ne fait que passer sur le territoire et ne doit pas s'y établir durablement, l'esprit de la loi répond davantage à une politique d'ordre public qu'à une politique d'immigration. Fortement critiquée, cette loi donne lieu, en 1990, à la rédaction d'un rapport sur la situation des étrangers. De ce rapport émanent les axes prioritaires, pour les années 1990, de la politique espagnole ayant trait aux ressortissants étrangers, et déclenchant des processus de régularisation non prévus par la loi (1986, 1991 et 1996). Mais c'est toutefois l'année 2000, déclarée « année de l'immigration », qui voit naître la plupart des mesures législatives caractéristiques de la politique migratoire actuelle (lois 4/2000 et 8/2000).

Les principaux mécanismes de gestion de l'immigration consistaient traditionnellement

dans le contrôle des frontières et dans l'établissement d'un contingent annuel de titres de travail fixant la quantité et la nature des emplois offerts aux étrangers. Dans la décennie 1990, l'idée du contingent visait les personnes qui voulaient venir travailler en Espagne, mais le système des quotas s'est ensuite transformé en un mécanisme de régularisation des étrangers vivant dans le pays sans titre de travail et donc sans les papiers nécessaires pour s'y établir légalement. Cette situation a rapidement mis en relief les contradictions de la politique espagnole puisqu'on obligeait les personnes à avoir un visa délivré dans leur pays alors qu'elles résidaient déjà en Espagne. En fait, les gouvernements qui se sont succédé niaient l'existence des milliers de travailleurs sans titre de séjour qui travaillaient déjà dans les différents secteurs de l'économie.

Le gouvernement de droite (2000-2004) annule la politique des quotas et la remplace par des accords bilatéraux avec des pays tiers pour l'importation de main-d'œuvre temporaire. Ce changement est justifié par le fait que cette politique des quotas favorisait la régularisation d'irréguliers et provoquait ce qu'on nommait un « appel d'air ». En 2000, le gouvernement décide donc de rendre sa politique migratoire plus effective grâce à des accords sur la circulation des personnes, la réouverture et la régulation des flux migratoires. Les accords signés avec le Maroc, la République dominicaine, la Colombie et l'Équateur (2001), la Roumanie et la Pologne (2002) puis la Bulgarie (2003) régulent les flux migratoires de travail, établissent des normes sur la communication des offres d'emploi

et sur les conditions imposées aux candidats à l'immigration. Les migrants spécialement visés sont des travailleurs saisonniers et temporaires. Ces accords sont importants puisque la réforme de la *ley de extranjería* en 2003 (loi 14/2003) établit que les offres de travail saisonnier concernent les ressortissants des pays avec lesquels l'Espagne a passé un accord de régulation des flux. Les accords avec la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie mettent en évidence la préférence pour les travailleurs d'origine européenne, au détriment d'autres nationalités. Cependant, et compte tenu des difficultés qu'ont posées, en 2007 et 2008, les mains-d'œuvre polonaise et roumaine, jugées plus revendicatives sur les salaires et sur la durée du travail garantie par l'employeur, les regards se sont à nouveau tournés vers le Maroc et d'autres pays d'Afrique.

Le marché du travail espagnol s'est ainsi ouvert aux étrangers pour les travaux exigeant peu de qualification. De fait, l'observation des quotas montre que les régions qui ont plus que les autres fait appel aux travailleurs étrangers sont aussi celles où les secteurs employeurs d'une main-d'œuvre souple et peu qualifiée sont les plus développés. Par ailleurs, l'option retenue par le système des quotas a été de privilégier les titres de travail « en origine », laissant sans recours les demandes des immigrants déjà présents en Espagne. La situation nationale du marché du travail détermine donc la politique des contingents de main-d'œuvre.

Il existe deux moyens d'entrer légalement en Espagne : le contingent et le régime général, lequel autorise le patronat à recruter des travailleurs étrangers pour des emplois qui ont

été refusés par des travailleurs nationaux. L'une des dernières modifications apportées à ce régime a été d'introduire, à l'échelle de la province, une « liste d'emplois difficiles à pourvoir », qui doit être consultée avant accord. Le système des contingents (quotas) existe depuis 1996, mais il n'a été légalisé qu'en 2000 (loi 4/2000). Le gouvernement prévoit un nombre annuel d'emplois à occuper et, à la différence du régime général, ce quota a pour but de gérer les offres de travail de type générique (sans destinataire spécifique).

Parmi les nombreuses spécificités de ce système, on peut en distinguer trois principales. La première est une préférence pour les autorisations de travail temporaire plutôt que permanent. Deux tiers des travailleurs du contingent recrutés ces dernières années sont des saisonniers ou des temporaires. Ce statut contraint les personnes à rentrer dans leur pays d'origine une fois leur activité terminée : l'immigration tournante supprime l'immigration permanente. La deuxième spécificité réside dans l'obligation de se présenter au consulat espagnol dans son pays d'origine pour obtenir l'autorisation en question, ce qui empêche les sans-papiers déjà présents en Espagne de régulariser leur situation. La troisième spécificité est une préférence pour les citoyens de pays avec lesquels l'Espagne maintient des accords bilatéraux de contrôle des flux migratoires.

La formule du contingent connaît chaque année des modifications qui en affectent la régulation. Actuellement, au niveau provincial, l'offre générique distingue les travailleurs stables des travailleurs saisonniers. Dans les deux cas, on établit une répartition selon le secteur d'activité. Le contingent de l'année

2007 a été de 180 000 travailleurs étrangers. Parmi ceux-ci, 92 000 ont été recrutés sous le régime général et 61 000 via le contingent des saisonniers. Les chiffres des contingents sont faibles par rapport à l'ampleur de l'immigration totale en Espagne. Toutefois ils ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années, particulièrement pour les saisonniers. L'agriculture est le secteur qui emploie la quasi-totalité de ce contingent, et, depuis 2002, la province de Huelva concentre, à elle seule, plus de la moitié de ces emplois.

L'administration espagnole a parfaitement compris l'intérêt qu'il y avait à utiliser l'immigration temporaire : pas d'installation sur le territoire, pas de droits acquis, pas de regroupement familial. Ne trouvant pas sur place les travailleurs dont il a besoin, le patronat agricole s'est naturellement tourné vers cette immigration « choisie », grâce au système des « contrats en origine ». Les accords que l'Espagne a signés avec les différents pays lui permettent de disposer d'une main-d'œuvre mobile, idéale pour les deux principaux secteurs économiques connaissant une activité saisonnière : l'agriculture et le tourisme. Cette politique s'avère très profitable en ce qu'elle exporte vers les pays d'origine les coûts de reproduction à long terme de la force de travail.

La production intensive des fraises à Huelva : un modèle à exporter ?

On a beaucoup écrit sur l'agriculture sous serre d'Almería ou sur la production intensive dans les régions de Grenade et de Malaga. Plus récemment, la production intensive des fraises à Huelva depuis le début des années

1990 a été l'objet de nombreux travaux scientifiques réalisés dans différentes disciplines. Chercheurs et responsables politiques locaux, nationaux et internationaux s'intéressent de plus en plus à ce modèle original de développement. Mais c'est principalement la gestion de la main-d'œuvre étrangère recrutée pour produire ces fraises qui suscite l'intérêt de tous.

Le système économique et social sur lequel repose la production horticole andalouse n'est pas un système isolé : le modèle de Huelva, tant par sa production intensive de fruits que par la gestion de sa main-d'œuvre étrangère, s'apparente à des modèles qui existent dans d'autres pays, comme la France, les États-Unis et le Canada. Le modèle productif d'agriculture intensive des fraises de Huelva s'inscrit dans un processus de mondialisation de l'économie qui implique que l'agriculture industrialisée et technicisée s'insère dans des structures d'organisation plus complexes, lesquelles se développent non seulement au niveau des exploitations agraires locales mais aussi au sein d'un système global de spécialisation de la production des fruits et légumes. L'industrialisation de l'agriculture se traduit par une spécialisation et une concentration spatiale progressives de la production horticole dans des espaces déterminés [Voth 2003].

La production intensive horticole et maraîchère ne peut plus être considérée comme un modèle essentiellement agricole. En termes de développement, d'organisation, de coopération patronale et de rendement, elle est devenue quasiment, sinon totalement, industrielle. Pour ce type d'agriculture, les besoins en main-d'œuvre pendant les périodes de récolte sont tellement élevés qu'il est aisé de comprendre que la réduction des coûts salariaux est une

carte majeure à jouer pour affronter la concurrence. Ce qui ne peut se faire qu'avec l'appui de l'État.

La production de fraises représente 50 % de la production agricole de la province de Huelva (suivie par les agrumes, avec 15,2 %) et constitue aujourd'hui la première ligne des exportations du secteur agroalimentaire, en volume et en valeur. Mais c'est en termes de création d'emplois que le secteur agricole prend toute sa mesure : c'est lui qui crée le plus grand nombre d'emplois, à durée déterminée bien sûr. On estime qu'il faut entre 70 000 et 90 000 travailleurs saisonniers pour assurer le bon déroulement de chaque campagne agricole. Par ailleurs, la production d'agrumes nécessite de la main-d'œuvre tout au long de l'année, mais surtout au moment de la récolte, qui coïncide avec celle des fraises. C'est donc autour de cette forte demande de main-d'œuvre saisonnière que se structure ce marché du travail très précaire.

L'agriculture intensive, secteur d'emplois parmi les moins protégés en Europe et les plus exposés à la concurrence, exige une main-d'œuvre importante à des moments spécifiques, main-d'œuvre qui fonctionne comme seule variable d'ajustement. Les fruits et légumes frais ne sont pas les seuls à voyager loin ; les travailleurs voyagent aussi [Voth 2003]. Le recours à la main-d'œuvre étrangère saisonnière est désormais une caractéristique structurelle de l'agriculture de Huelva et il provoque de profondes reconfigurations dans le système de gestion de la main-d'œuvre.

Malgré une évolution favorable au cours de la dernière décennie, la population de la province de Huelva présente un faible taux

d'emploi : 54 % pour les 16-64 ans, taux inférieur de 9 points aux taux moyens national et européen. Quant aux conditions de travail, 50 % de ces travailleurs occupent un emploi temporaire et ont un niveau de salaire moins élevé que la moyenne nationale.

Les « contrats en origine » : un modèle à transférer ?

Les « contrats en origine » ont été mis en place pour réguler le marché du travail agricole à Huelva. En dépit de différences significatives, ils s'apparentent aux contrats ANAEM (ex-OMI) français en ce qu'ils concrétisent un processus d'importation d'une main-d'œuvre dont le droit de séjour est lié à l'activité de production temporaire préalablement identifiée par l'État et le marché du travail.

Bien que ce modèle existe depuis la fin des années 1990 en Espagne, il ne s'est développé à Huelva qu'à partir de 2001⁴. Le « contrat en origine » y est défini comme « un accord pour accueillir, dans les exploitations agricoles de Huelva, un nombre déterminé de travailleurs en vue de réaliser des activités agricoles ». Cet accord est établi au sein de la *Comisión provincial para la ordenación socio-laboral en campañas agrícolas de temporadas*, structure de coordination formée par le patronat du secteur, les deux centrales syndicales majoritaires (CCOO et UGT) et trois représentants des administrations centrale, régionale et locale. Le patronat agricole évalue les

4. Une expérience pilote avait été menée en 2000 avec 600 Polonaises (voir l'article d'Emmanuelle Hellio dans ce numéro).

besoins en main-d'œuvre de la province via la Commission, et le contingent est négocié au sein de cette commission. Les quotas seront ultérieurement visés par la Direction générale de l'immigration du gouvernement central, et le nombre total de travailleurs – en l'occurrence de travailleuses car il s'agit essentiellement de femmes – autorisé pour la campagne agricole sera déterminé de façon provisoire par la Commission de suivi des migrations. Une fois les quotas fixés, les organismes des pays d'origine et d'accueil pourront intervenir.

Le modèle de Huelva est caractérisé par le fait que le patronat du secteur agricole pèse de tout son poids dans les décisions politiques : pour chaque campagne, les patrons identifient les besoins en main-d'œuvre et effectuent eux-mêmes la sélection des travailleuses. En effet, les organisations patronales se rendent directement dans les pays d'origine pour procéder au choix et au recrutement des saisonniers. Le Service d'emploi du pays d'origine aura au préalable opéré une présélection parmi les demandeurs d'emploi. Le patron, pour sa part, devra répondre à certaines conditions pour pouvoir embaucher ses salariés, à savoir :

- produire un certificat émanant du Service public de l'emploi⁵ et attestant que l'offre locale est insuffisante pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à l'activité ;
- fournir un état de sa situation fiscale et de ses cotisations sociales ;
- s'engager à respecter les obligations prévues par la législation espagnole et les accords collectifs provinciaux en vigueur ;
- fournir au travailleur un logement conforme aux conditions prévues dans les textes ;

- garantir au salarié une activité continue durant la période de validité de son permis de travail⁶ ;
- prendre en charge les voyages aller et retour entre le pays d'origine et l'Espagne⁷ ;
- s'engager à ce que les entrepreneurs de son secteur ne recrutent pas irrégulièrement la main-d'œuvre dont il dispose, au risque d'être immédiatement expulsé du système de recrutement.

Les campagnes agricoles comportent deux périodes distinctes quant à la mobilisation de la main-d'œuvre. Durant la phase de plantation et de croissance des fruits, les travailleurs sont forcément « nominatifs », c'est-à-dire

5. Le Service andalou de l'emploi ne nous a pas laissé accéder aux demandes du patronat agricole chiffrant les besoins de main-d'œuvre pour les années 2007 et 2008. En 2005, nous avons adressé au Gouvernement régional un rapport sur les besoins de main-d'œuvre exprimés par le patronat de Huelva, dont les conclusions étaient particulièrement éloquentes : il existe un excès de demande de main-d'œuvre étrangère, et, comme J.-P. Berlan le signalait il y a longtemps, l'excès structurel de main-d'œuvre est une condition nécessaire au fonctionnement du marché du travail dans l'agriculture intensive [1986].

6. Une des critiques fréquemment avancées lors de chaque campagne porte sur le nombre de journées travaillées. En février 2006, la Commission provinciale de suivi des migrations a établi un code de bonnes conduites à respecter. Un des articles de ce code stipule qu'on doit garantir aux travailleurs sous « contrat en origine » au moins 18 jours de travail mensuels dans des « conditions normales de campagne ».

7. À Huelva, certains employeurs, pour être sûrs que leurs employés ne désertent pas avant le terme du contrat, n'avancent que la moitié du voyage aller et la moitié du voyage retour.

expressément nommés sur le contrat⁸, tandis que, durant la phase de la récolte, les travailleurs peuvent également être « génériques », c'est-à-dire nommés ou non.

Une fois rentrées dans leur pays, les travailleuses recrutées « en origine » doivent obligatoirement faire signer par le Consulat l'engagement de retour qu'elles ont pris lors de leur recrutement, prouvant ainsi qu'elles sont bien rentrées. C'est la condition sine qua non pour qu'elles puissent revenir travailler pour une campagne future sans avoir à passer à nouveau par toutes les démarches administratives.

Le tableau 1 (p. 178) montre l'augmentation spectaculaire des « contrats en origine » signés à Huelva depuis 2002.

Le tableau 2 (p. 178) indique la répartition par pays des demandes des employeurs pour la campagne 2007-2008⁹.

Le patronat justifie la forte augmentation des travailleurs étrangers par la désaffection des nationaux une fois que ces derniers ont accompli le nombre de journées suffisantes pour pouvoir prétendre aux prestations sociales. Les entreprises du secteur réclament, avec chaque année plus d'insistance, que soit assoupli le règlement, ce qui leur permettrait de recruter plus facilement à l'étranger.

Les organisations syndicales et patronales expliquent, chacune à sa manière, pourquoi on manque de main-d'œuvre nationale et pourquoi on renonce à faire appel à cette main-d'œuvre. La convention collective du secteur agricole de la province de Huelva prévoit les salaires les plus bas qui puissent exister¹⁰, ce qui, selon nous, est la première cause du désintérêt des travailleurs nationaux. Le

patronat, de son côté, interprète le remplacement de la main-d'œuvre nationale par une main-d'œuvre étrangère sur la base des motivations propres aux travailleurs autochtones, lesquels ne veulent plus travailler dans le secteur agricole. Dans leurs discours, aucune référence n'est faite à d'autres facteurs, comme les bas salaires ou les conditions de travail. Les derniers rapports syndicaux s'accordent sur le faible niveau de rémunération qui caractérise le travail agricole dans l'ensemble de la province : là où les salaires sont les plus bas, certains syndicats rendent la politique des « contrats en origine » seule responsable du déplacement de la main-d'œuvre locale. Dans ce contexte, les doléances des entreprises sont vues comme le moyen de disposer d'une abondante main-d'œuvre, en concurrence pour un même poste de travail, et qui entre sur le marché de l'emploi avec des conditions inférieures à celles que préconise la convention collective de la province.

8. Pour avoir droit à un contrat nominatif, les travailleurs doivent avoir respecté l'engagement de retour au pays une fois leur mission terminée et doivent avoir « bien travaillé » durant les campagnes antérieures. Il s'agit donc nécessairement de personnes déjà venues.

9. Nous n'avons pu accéder aux données relatives à la campagne 2008, cette dernière n'étant pas achevée lors de la rédaction de ce texte. Quoi qu'il en soit, il règne un manque de transparence à ce sujet : on ne sait pas exactement combien de travailleuses ont été réellement recrutées et quels sont les besoins réels de main-d'œuvre.

10. Le salaire est soumis aux conditions météorologiques. S'il pleut, les journées de travail ne sont pas payées car la récolte doit se faire quand les fruits sont parfaitement secs.

Tableau 1. Évolution du nombre des « contrats en origine »
dans l'agriculture intensive de Huelva

	Total des étrangers	Pologne	Roumanie	Maroc	Bulgarie
2002	6 409	4 954	970	336	—*
2003	12 000	7 525	4 178	95	—*
2004	21 000	5 488	9 030	359	393
2005	21 595	7 361	13 181	294	604
2006	32 254	9 796	19 153	2 330	941
2007	29 044	—*	20 710	5 277	3 021

Source : Rapport du gouvernement central pour le contingent 2006-2007.

* Pas de données disponibles.

Tableau 2. Nombre des demandes
de « contrats en origine » déposées pour
la campagne agricole 2007-2008 de Huelva

Pays	Demandes des employeurs
Bulgarie	5 370
Maroc	11 172
Roumanie	15 777
Équateur	9
Sénégal	693
Ukraine	4 807
Colombie	12
Total	37 840

Source : Rapport du gouvernement central, mars 2008.

Quelles vont être les répercussions de la crise du secteur de la construction qui frappe de plein fouet la province de Huelva ? Vaut-on assister à un nouveau retour des travailleurs nationaux vers l'agriculture ?

Les « contrats en origine » sont défendus non seulement par le patronat, qui assure ainsi la viabilité du secteur, mais aussi par les responsables politiques et syndicaux, qui vont jusqu'à qualifier de « gestion éthique de l'immigration » cette forme de mobilisation de la main-d'œuvre. Peu de voix discordantes se font entendre à ce sujet, et ce modèle apparaît comme un laboratoire d'expérimentation de l'immigration temporaire de travail, où l'intervention des acteurs privés dans la sélection est essentielle et où il existe une diversification des bassins de recrutement en fonction des besoins de main-d'œuvre et de la recherche du bénéfice maximum dans une économie compétitive. Le patronat et les différents représentants politiques et syndicaux montrent une préférence marquée pour les contingents de saisonniers : cette stratégie est considérée comme la meilleure manière de gérer les flux migratoires. Les travailleuses viennent et repartent au pays. Ce modèle pourrait se transférer à d'autres secteurs de l'économie, comme la pêche ou les mines, dont la réouverture est en cours dans la province de Huelva.

Un autre argument avancé pour confirmer l'excellence de ce modèle est celui de l'aide au développement des pays d'origine, où la migration circulaire de travail est mise au service d'un codéveloppement, tout particulièrement entre l'Espagne et le Maroc.

De la Pologne au Sénégal : une rotation permanente des travailleuses étrangères

Le marché du travail dans l'agriculture andalouse d'exportation qui utilise des techniques intensives de production constitue le prototype d'un haut niveau de ségrégation et de segmentation ethniques¹¹. La forte augmentation du contingent étranger depuis 2002 ne s'est pas produite de façon homogène, et il existe une vraie diversification quant à l'origine des travailleurs sollicités [Martín Díaz 2002]¹².

En premier lieu, signalons la prédilection pour les femmes des pays de l'Est, depuis l'an 2000 jusqu'en 2006¹³ : sont arrivées, dans l'ordre, les Polonaises, puis les Roumaines et les Bulgares. Les Marocaines ne viennent qu'en dernière position. Les Roumaines représentaient 61 % des demandes pour la campagne 2004-2005 alors que les Marocaines ne représentaient, elles, que 1 % des demandes. En 2006, la situation a évolué, avec une présence marocaine portée à 7 % du fait de l'accord entre l'Espagne et le Maroc.

11. « Presencia de trabajadores inmigrantes extranjeros en la agricultura andaluza ». Características estructurales como factores de atracción. Document de travail. Institut du développement régional, Séville, 2005.

12. « Estudio sobre la contratación de mano de obra inmigrante en la provincia de Huelva ». Document de travail. Observatoire local de l'emploi, Huelva, 2005.

13. On entend dire couramment que ceux de l'Est s'intègrent plus facilement que les Africains. Ces derniers ont une autre religion et une autre façon de s'habiller et ils se montrent plus méfiants et même plus racistes avec les autres étrangers.

Les dernières campagnes ayant subi les effets des difficultés entre l'Espagne et la Roumanie, le patronat agricole semble revoir ses préférences en faveur du Maroc, mais seules les femmes sont les bienvenues¹⁴.

C'est par le biais du programme Aeneas¹⁵, qui travaille entre autres sur le recrutement des travailleuses marocaines, que ces transformations sont en train de se faire. Ce programme cadre parfaitement avec le discours européen sur la migration circulaire et les objectifs de codéveloppement. Les responsables du projet le présentent comme répondant à la gestion éthique et socialement responsable des flux migratoires de travail entre l'Afrique et l'Europe. Il s'agit de s'inspirer de l'expérience des « contrats en origine » tels qu'ils ont été mis en œuvre dans les pays de l'Est, et d'exporter cette expérience à des pays tels que le Maroc et le Sénégal. Mais le patronat, assuré de disposer de la main-d'œuvre nécessaire pour son activité, n'est pas le seul bénéficiaire de cette formule : les responsables politiques locaux, nationaux et européens voient dans cette forme de recrutement le meilleur moyen de contenir l'immigration légale. Les conditions requises pour être recrutée sont les suivantes : être une femme mariée, âgée de 20 à 40 ans, vivant et travaillant en zone rurale et ayant des liens familiaux qui nécessiteront un retour au pays. La préférence pour les femmes s'explique aussi par leur caractère moins conflictuel dû à une moins grande capacité à s'organiser et à une plus grande aptitude à accepter des conditions de travail précaires.

S'agissant de ces travailleuses, la question de l'intégration ne se pose pas. Ces femmes

apparaissent et disparaissent. Nous savons très peu de chose d'elles, de leurs projets de vie, de leurs conditions de travail. Les médias montrent, à chaque début de campagne, des autobus remplis de femmes en provenance de Pologne, Roumanie, Bulgarie, Maroc et, depuis 2008, du Sénégal¹⁶. Les documentaires diffusent des images où l'on voit des femmes faire de l'auto-stop pour faire leurs courses dans les localités voisines après leur journée de travail. Mais quels sont les espaces qu'elles partagent avec la population locale ? C'est là que s'exprime leur transparence.

Conclusion

La situation des travailleurs étrangers sur un marché du travail précarisé et segmenté n'est pas nouvelle. Ce qui l'est davantage, c'est la féminisation de la main-d'œuvre au cours de

14. « Les mains des femmes sont mieux adaptées à la cueillette des fraises, qui sont des fruits très délicats. De plus, avec les femmes, la convivialité dans les plantations est plus grande : elles créent moins de conflits [que les hommes]. Elles ne vont pas en discothèque, ne fument pas, ne boivent pas. Elles se concentrent plus sur leur travail et sur leurs économies. » (Entretien avec un patron, publié par la presse locale en février 2006)

15. Programme d'assistance financière et technique entrant dans le cadre de l'initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme.

16. Le projet pilote avec le Sénégal, qui a été très médiatisé, ne paraît pas avoir été concluant. Le président de Freshuelva (la plus grande coopérative du secteur) a déclaré dans la presse locale que le patronat n'était pas satisfait du rendement de ces travailleuses auxquelles on reproche un manque de discipline, une manière différente de voir la vie et une fâcheuse tendance à la désertion.

ces dernières années, avec le remplacement, dans l'agriculture intensive, des travailleurs par des travailleuses. Le cas de Huelva en est une parfaite illustration.

L'agriculture intensive a une longue histoire caractérisée par un besoin structurel en main-d'œuvre flexible. En Espagne, la nouvelle gestion des relations de travail dans ce secteur d'activité a accru la précarité et augmenté son intensité – 90 % des contrats sont à durée déterminée. Les entrepreneurs locaux ont remis les fonctions de recrutement, d'administration et de transport des travailleurs entre les mains d'une série d'intermédiaires. Cela a été d'autant plus facile qu'ils avaient affaire à des collectifs très vulnérables, composés de femmes et d'étrangers, c'est-à-dire de personnes qui, par leur position sociale, ont une faible capacité à faire valoir leur qualification et donc à négocier leurs conditions de travail [Pedreño Cánovas 1999].

La main-d'œuvre étrangère reste donc attractive. Cependant la demande est précise : les dernières campagnes agricoles mettent en évidence une augmentation des effectifs, une diversification des provenances et une préférence pour les femmes. Quand des difficultés se présentent avec certains pays, comme la Roumanie, on va chercher les travailleuses plus loin, en invoquant le codéveloppement.

Le message transmis par la politique mise en place à Huelva est clairement celui d'une immigration utile, au service des employeurs. Celle-ci permet de combattre l'immigration illégale, mais aussi de donner l'impression de résoudre le problème de l'insécurité dans les localités concernées, en partant du principe

que l'immigration féminine issue des pays de l'Est ne pose qu'un problème de langue. Toutefois, depuis 2007, malgré certaines réticences de la part des patrons à engager des Marocaines, celles-ci sont de plus en plus sollicitées.

La sélection des immigrés, avec ou sans quota, a pour objet un contingentement qualitatif et quantitatif de la main-d'œuvre [Morice 2004a]. Le modèle de Huelva nous amène à nous demander si ce processus n'est pas en train de fabriquer une sous-classe de travailleurs temporaires, qui fonctionne de manière permanente selon les conditions du marché du travail. La réduction des coûts de transport longue distance permet aux migrants de rentrer plus facilement chez eux, et l'Espagne est un terrain d'accueil pour cette migration circulaire. C'est dans cet esprit, par exemple, que, dans le cadre du programme Aeneas, des accords ont été passés entre les municipalités de Cartaya (Huelva) et de Kenitra (Maroc) en vue de recruter massivement des travailleuses marocaines pour la récolte des fraises de 2008. Les employeurs considèrent ce projet comme très satisfaisant puisqu'il vise à adapter le nombre des travailleurs légaux aux besoins du marché de Huelva et garantit le retour des temporaires au pays.

Comment, alors, parler d'intégration quand une des conditions du recrutement « en origine » est le retour au pays des acteurs impliqués une fois leurs activités agricoles terminées ? L'étude du travail saisonnier et, dans le cas présent, de sa féminisation, apporte un éclairage intéressant sur la reconfiguration des dynamiques migratoires dans le cadre de la concurrence économique mondiale. Elle

interroge les politiques actuelles d'immigration sélective de l'Union européenne, préfigurant la création d'un statut européen de la main-d'œuvre précaire. Dans une phase du capitalisme où les délocalisations sont un élément clé de la compétitivité, les pays européens pensent que la main-d'œuvre immigrée peu qualifiée n'est plus nécessaire que ponctuellement. Ainsi le « programme d'action relatif à la migration légale », énoncé par l'Union européenne en 2005 pour la période 2006-2009, ne concerne quasiment que les travailleurs qualifiés.

Aux marges de cette nouvelle orientation utilitariste et sélective, les politiques de recrutement telles que les « contrats en origine » reposent sur le principe qu'une importation institutionnalisée d'étrangers précaires permet d'avoir « le travail sans le travailleur », c'est-à-dire que « les métamorphoses actuelles de l'utilitarisme migratoire prétendent éliminer le fardeau de l'intégration en faisant le pari qu'on peut dissocier la force de travail de la personne qui la fournit : avoir le travail sans s'encombrer du travailleur » [Morice 2004b : 7].

Bibliographie

Berlan, Jean-Pierre — 2002, « La longue histoire du modèle californien », in *Le goût amer de nos fruits et légumes. L'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive en Europe*. Limans, Forum civique européen : 15-22.
Martín Díaz, Emma — 2002, « Mercados de trabajo en integración social en Andalucía », *II seminario sobre la investigación de la inmigración extranjera en Andalucía*. Séville, Junta de Andalucía.
Morice, Alain — 2004a, « Utilitarisme migratoire et quotas d'immigrants », *Débattre-alternative libertaire* 11 : 22-26. — 2004b, « Le travail sans le travailleur », *Plein Droit* 61 : 2-7. — 2006, « Pas de séjour sans travail, ou les pièges du contrat saisonnier. L'exemple des Marocains dans l'agriculture provençale », *Migrations Société* 107 : 211-231.

Pedreño Cánovas, Andrés ed. — 1999, « Construyendo la huerta de Europa. Trabajadores sin ciudadanía y nómadas permanentes en la agricultura murciana », *Migraciones* 5 : 87-120. — 2005, *La condición inmigrante. Exploraciones e investigaciones desde la región de Murcia*. Université de Murcie.
Recio, Albert et al. — 2006, « Migraciones y mercado laboral », *Revista de economía mundial* 14 : 171-193.
Sayad, Abdelmalek — 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Le Seuil.
Voth, Andreas — 2003, « La dinámica de estructuras y relaciones espaciales en el sistema hortofrutícola », *Investigaciones geográficas* 32 : 19-38.

Résumé

Dolores Redondo Toronjo, *Les « contrats en origine » dans la production intensive des fraises à Huelva*

L'inefficacité, reconnue officiellement, de la politique espagnole des quotas d'entrée et de régularisation des travailleurs étrangers donne lieu, depuis 2000, à la mise en place, dans l'agriculture, de « contrats en origine », dont nous décrivons ici les termes et les modalités d'application. La procédure, qui associe toutes les parties intéressées (administration, syndicats d'employeurs et de travailleurs) aux autorités des pays de départ (Afrique du Nord, pays de l'Est), prévoit l'introduction, anonyme puis nominative, de saisonniers étrangers – des femmes en l'occurrence – d'origines très diverses, faisant l'objet d'une contractualisation préalable. Dans l'expérimentation de ce système, le secteur de la fraise dans la province de Huelva fait figure de modèle au niveau national. On étudiera les tenants et les aboutissants de cette expérience spécifique, conçue pour empêcher les travailleurs temporaires de se fixer en Espagne.

Mots clés

Huelva (Espagne), agriculture intensive, « contrats en origine », expérience pilote, fraise, immigration « choisie », travailleuses temporaires

Abstract

Dolores Redondo Toronjo, *“Contracts in origin” in intensive strawberry farming in Huelva*

The officially recognized ineffectiveness of the Spanish policy of quotas on the number of foreigners allowed to enter the country and receive work permits has, since 2000, led to using “contracts in origin” in agriculture. The clauses and enforcement of these contracts are described. This process brings all interested parties (the administration, employer associations and labor unions) into contact with authorities in the countries of departure in north Africa and eastern Europe. It allows for the entrance, anonymous and then nominal, of foreign seasonal workers (women in the case under study) from various countries under preestablished contracts. Strawberry farming in Huelva Province has served as a national model for experiments with this system. The various aspects are studied of this experiment, which has been designed to keep temporary workers from settling in Spain.

Keywords

Huelva Province (Spain), intensive agriculture, “contracts in origin”, experiment, strawberry farming, “chosen” immigration, temporary workers